

L'économie sociale et solidaire comme vecteur de développement régional : proposition d'un modèle adapté à la région Béni Mellal – Khénifra

Social and solidarity economy as a vector of regional development : proposal of a model adapted to Béni Mellal – Khénifra region.

Auteur 1: EL HAMDAOUI Abdellah

Auteur 2: FTOUH El Mostafa

EL HAMDAOUI Abdellah: Doctorant, Équipe de Recherche en Communication (ERC) – Université Sultan Moulay Slimane.

FTOUH El Mostafa: Enseignant chercheur HDR, Équipe de Recherche en Communication (ERC) – Université Sultan Moulay Slimane.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : EL HAMDAOUI, A. & FTOUH, E. (2023) « L'économie sociale et solidaire comme vecteur de développement régional : Proposition d'un modèle adapté à la région Béni Mellal – Khénifra », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 21 » pp: 0310 – 0325.

Date de soumission : Novembre 2023

Date de publication : Décembre 2023



DOI : 10.5281/zenodo.10374702
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

Face à la diversité des besoins et l'émergence de nouvelles tendances, que ce soit au niveau des formules sectorielles ou bien au niveau des modèles de développement, l'économie sociale et solidaire (ESS) occupe désormais un rôle stratégique en matière de viabilisation des territoires. Dans la mesure où chacune des régions marocaines se distingue des autres par ses dimensions géographiques, ses caractéristiques socio-économiques et ses ressources naturelles et humaines, parler d'un seul modèle d'économie sociale et solidaire, voire même le transposer aveuglement dans ces régions, ne constitue pas une solution permettant de favoriser le développement local et régional. C'est pourquoi il faut mettre en place des modèles confectionnés sur mesure en y intégrant les différentes variables distinctives de ces régions et les paradigmes économiques sous-jacents l'ESS. Or, s'intéresser aux douze régions du royaume n'est pas une tâche aisée. Dans cette optique, la région Béni Mellal – Khénifra a retenu notre attention pour plusieurs raisons (culturelles, sociales, économiques et géographiques) pour constituer le contexte de mise en perspective d'un modèle issu de l'analyse des études ayant mis en évidence la corrélation entre l'économie sociale et solidaire et le développement régional. À travers ce travail, un modèle conceptuel à variante pratico-théorique est proposé. À la lueur de ce modèle, il est préconisé que le secteur de l'ESS peut jouer le rôle de vecteur de développement régional. Pour cela, il est indispensable d'établir des corrélations entre de nombreuses variables et facteurs permettant d'inscrire les entreprises de l'ESS dans une dynamique duelle de création du changement social et de transformation de la réalité économique (par la rentabilisation et la pérennisation des modèles d'affaires socioéconomiques novateurs et performants).

Mots clés : Développement régional, économie sociale et solidaire (ESS), Béni Mellal – Khénifra (BMK), l'entrepreneuriat, conduite du changement, modèles d'affaires.

Abstract

Given the diversity of needs and the advent of new trends, whether in terms of sectoral formulas or of development models, social and solidarity economy (SSE) plays nowadays a strategic role regarding the viability and servicing of territories. Since Moroccan regions are distinguished from each other's by their geographical dimensions, socio-economic characteristics, natural, and human resources, discussing a single model of SSE, or even blindly implementing it within these regions, does not constitute a solution to promote local and regional development. For this reason, it is necessary to establish tailor-made models by integrating the different distinctive variables and dimensions of these regions, on one hand, and the economic paradigms underlying the SSE, on the other hand. Nevertheless, taking into account the twelve regions of the kingdom is not an easy task. Bearing this in mind, numerous reasons made us choose BENI MELLAL – KHENIFRA region as the context of our study, namely: cultural, social, economic, and geographical attributes among others. The objective is to shape a model based on the analysis of studies, which highlight the correlations and articulations between SSE and regional development. Through this work, a conceptual model with a practical-theoretical variant is created. Based on this model, it is recommended that the SSE sector can play the role of a vector of regional development. For this, it is mandatory to establish correlations between numerous variables and factors that enable SSE ventures to sustain a dual mission of creating social change and transforming economic reality (through the profitability and sustainability of innovative and efficient socio-economic business models).

Keywords : Regional development, Social and Solidarity Economy (SSE), BENI MELLAL – KHÉNIFRA (BMK), Change management, Business Models and Entrepreneurship.

INTRODUCTION

Le monde change et nous changeons avec. Dans le présent cas de figure, la multiplicité des conceptions et des paradigmes socio-économiques sous-jacents nécessite une mise en perspective des éléments cruciaux à notre analyse servant de base à notre modèle conceptuel. De prime abord, la question de l'économie est un préalable déterminant pour la suite de notre travail. Nombreuses sont les définitions avancées par les auteurs. La plus appropriée dans notre cas de figure est celle dans les termes de laquelle l'économie renvoie à « *l'étude et l'analyse de la manière d'utilisation et d'allocation des ressources rares par les sociétés dans l'objectif de produire des biens de valeur et les mettre à disposition du public cible* » (Samuelson, Paul. A. et Nordhaus, William D., 1996). Cette économie a été développée différemment et ce, en fonction de divers paradigmes et logiques économiques. Le développement néoclassique de l'économie, centré sur la quête du profit et de la rentabilité par le biais des interactions mercantiles, s'est traduit par une crise de durabilité. La culture consumériste n'a fait que porter atteinte aux ressources naturelles en dégradation exponentielle et la consommation inutile n'a fait qu'empirer les choses ces dernières années (Hinkelammert, F. J. et Mora, Jiménez, 2009). Plus que jamais, la société fait état de l'urgence d'une alternative ayant la capacité d'apporter des réponses pratiques aux diverses problématiques d'ordre social, environnemental et économique. La nouvelle dichotomie entre la création de valeur et le surplus d'objets sans véritable sens d'usage, à laquelle font face les sociétés, remet en cause l'ancienne distinction entre le socialisme et le capitalisme. Étant donné l'insuffisance des solutions mises en place par les acteurs publics et privés et le surcroît des problèmes comme c'est le cas du chômage, de la pauvreté, de la dégradation des communautés locales et de l'absence de structures socio-économiques, des formes alternatives d'économie ont pris forme (Malagón-Vélez, L. E., 2021). Le coopérativisme, l'économie sociale, l'économie solidaire, l'économie circulaire, le développement local et l'économie écologique font partie des initiatives les plus adoptées. En outre, la version la plus avancée et la plus commune de ces dernières est l'économie sociale et solidaire (ESS).

En s'appuyant sur les travaux théoriques de Mauss et Polanyi¹, Jean-Louis Laville conçoit une voie spécifique aux « économies alternatives ». Autrement dit, la perspective de l'économie solidaire qui renvoie à la conception du changement où les acteurs opèrent dans un cadre se distinguant par des valeurs telles que la démocratie, l'évolution des rapports de force et l'apport social de l'économie en faveur des citoyens (Laville, J. L., 2010). Une telle redynamisation

¹ Ces deux auteurs se positionnent comme des précurseurs de l'ESS.

témoigne de l'incapacité du « libre marché » et de l'État à avancer des formules permettant de répondre aux différentes attentes des citoyens, de leurs nouvelles aspirations² et de surfer sur les nouvelles tendances de consommation. D'où l'organisation de la société, ou plus exactement les communautés locales, sous forme de nouvelles structures sociales dont le rôle est d'assurer le déploiement d'un entrepreneuriat social opportun. Cet entrepreneuriat est garant de la satisfaction des citoyens, et des différentes parties prenantes d'ailleurs, ainsi que l'adoption des principes et des pratiques au service de la durabilité sociale, économique et environnementale des organisations en place, et de développement de leur territoire d'implantation.

En explorant l'ESS comme modèle entrepreneurial à deux variantes, économie et social, il se présente comme une possible alternative au modèle capitaliste dans la mesure où l'ESS est centrée sur l'homme et ses besoins. En ce sens, la question soulevée est celle de la diffusion des richesses sur un territoire donné. Pour chaque territoire, il doit y avoir un modèle entrepreneurial adapté et favorisant son développement local et régional. Notre vision est de dépasser les approches motrices des modèles capitalistes et de proposer un modèle entrepreneurial conceptuel de l'ESS confectionné en fonction des variables socio-économiques caractérisant la région « Béni Mellal – Khénifra » (BMK). Par développement local, nous entendons la perspective d'une synergie entre les différentes activités, marchandes et non marchandes, et de l'ensemble des initiatives créatrices de valeur sur le territoire. En ce sens, le capital social joue désormais un rôle déterminant dans la conception, le déploiement et l'aboutissement des nouvelles politiques de développement local. Il est primordial de tisser des partenariats entre les différentes parties prenantes ; de créer des connexions entre les acteurs locaux et régionaux ; d'instaurer la coordination entre eux ; de mobiliser des compétences distinctives ; d'encourager la dynamique transversale, plutôt que des démarches centralisées ; afin d'améliorer l'attractivité du territoire en question, de favoriser son développement et de bénéficier des flux de ressources externes et des investissements directs étrangers (IDE). Entre les nouvelles économies, les modèles de développement et les perspectives de création des valeurs socioéconomiques susceptibles de transformer la réalité des communautés locales, et par extension les régions, le présent travail a pour objectif de proposer un modèle théorique de l'ESS adapté au contexte régional « BMK ». L'intérêt en est de questionner les possibilités de contribution significative au développement régional.

À la lueur de ces éléments, le présent travail se structure en trois étapes clés :

² Dans ce cas, nous pouvons aborder le concept de « l'homme augmenté » qui a été avancé par Bertrand Kieffer pour indiquer à quel point il est difficile de saisir la complexité des aspirations, des besoins et des attentes de l'homme au 21^{ème} siècle.

- la conduite de la revue de la littérature afférente à notre sujet de recherche ;
- la présentation de la méthodologie de recherche adoptée ;
- la contextualisation de la recherche, la présentation du modèle théorique conçu et la discussion des résultats.

Tout au long du travail, des rapprochements entre la théorie et la réalité sont établis et des points d'attention sont déterminés.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

L'évolution de l'ESS trouve son fondement dans deux courants théoriques : européen et latino-américain. Pour le premier, l'ESS s'articule dans le « coopérativisme » et « l'économie sociale » (ES) alors que le deuxième emprunte un chemin différent. C'est en analysant les expériences des économies alternatives, en se basant sur l'économie solidaire (SE)³, qu'il a abouti à une version praticable de l'ESS. Pour assurer le bien-être des citoyens, certains auteurs parlent même de la théorie critique de la rationalité productive (Hinkelammert, F. J. et Mora, J., 2009). Dans cette optique, les économies doivent se réinventer et faire la transition vers une « économie de la vie ». Pour Razeto, 1999, l'économie solidaire passe par l'intégration de la pratique solidaire dans la théorie économique et des déclinaisons pratiques. Ainsi, la solidarité est omniprésente dans les différents stades du processus transformationnel des biens et des prestations de services à tel point qu'elle transforme structurellement l'économie. C'est de l'intérieur à l'extérieur que l'incidence se réalise pour engendrer de nouveaux et de véritables équilibres.

En abordant l'ESS, les deux concepts de l'économie sociale (ES) et de l'économie solidaire (SE) sont souvent confondus. C'est pourquoi il convient de les distinguer. Pour Laville, 2010, l'ES se rapporte au secteur tertiaire et met en commun les organisations collectives centrées sur l'aide mutuelle et la participation des citoyens dans les coopératives alors que la SE se présente comme un mouvement plus général où la solidarité est transversale. Quant à Pérez-Mendiguren et Etxezarreta, 2015, ils ont scindé l'ESS en deux parties en soulignant que les deux concepts de « social » et de « solidaire » sont certes semblables et apparentés, mais que leur différence majeure réside dans le contexte social de leur émergence et de leur développement. Dans cette perspective, en se référant à ce qui est avancé dans le paragraphe précédent, l'ES s'apparente davantage au contexte européen alors que la SE provient de la France en dépit de son développement dans le contexte nord-latin. Ce dont se distinguent les deux économies peut être récapitulé dans le tableau suivant :

³ Nous avons inversé les lettres (SE) et (ES) pour pouvoir différencier les acronymes de l'économie sociale (ES) et de l'économie solidaire (SE) et éviter les répétitions dans l'article.

Tableau 1 : Mise en perspective des caractéristiques de l'économie sociale et de l'économie solidaire : rapprochement définitionnel et pratique

Éléments	Économie sociale	Économie solidaire
Définition	Une manière différente de faire les affaires.	La conception alternative du développement qui consolide le développement durable par l'incorporation d'une exigence universelle de démocratie.
Caractéristiques (Pérez-Mendiguren et AL., 2015)	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier l'humain sur le capital financier au niveau de la prise de décision et de la gestion des actifs ; - Autonomie de la gestion et principe de démocratie ; - Solidarité interne et externe ; - Servir les différentes parties prenantes et la communauté.⁴ 	<ul style="list-style-type: none"> - L'hybridation des ressources économiques (y compris les ressources marchandes, non marchandes, monétaires et non-monétaires) ; - Une approche basée sur l'élément politique participatif et la démocratisation des décisions économiques ; - L'importance relative à l'égard des formes statutaires ; - La volonté de répondre de façon appropriée et novatrice aux nouveaux besoins sociaux des citoyens, en mobilisant de multiples acteurs et une volonté explicite de changement social.
Organisations	Elle se compose des organisations du « secteur public » et des entreprises capitalistes composant le secteur privé ⁵ .	Il s'agit d'un mouvement formellement plus large que l'ES en termes des types d'organisations le composant. Il comprend des

⁴ L'économie sociale de plusieurs catégories d'organisations, notamment celle à prédominance communautaire qui se décline en associations et en mouvement coopératif (mutuelles, coopératives et associations).

⁵ Dans ce cas, il y a deux conceptions sous-jacentes. L'une des pays comme les États-Unis qui emploient le terme « Troisième voie ». Pour l'autre, c'est celle mise en avant par certains pays asiatiques sous l'égide « secteurs à but non-lucratif ». C'est à l'intersection des deux que nous mettrons en avant, dans la suite de notre travail, un aperçu conceptuel de l'ESS en sa qualité d'économie du troisième secteur liant État et marché.

processus relevant du niveau micro et du niveau macro⁶.

Points de différence entre les deux économies

Contrairement à l'économie sociale, l'économie solidaire s'appuie sur trois éléments distinctifs (Villalba Eguilus et Al., 2020. / Chaves et Monzón, 2018):

- Les demandes sociales auxquelles elle tente d'apporter des réponses satisfaisantes. Ces demandes nécessitent le développement de biens sociaux plutôt qu'une orientation vers le marché classique ;
- Ses acteurs à l'œuvre et le désir explicite du changement ;
- Sa déclinaison pratique comme étant une alternative au système économique néolibéral et conventionnel. Il s'agit dans ce cas d'un moyen, et non pas d'une fin en soi, mis au service du développement personnel et communautaire du territoire.

Source : conception personnelle des auteurs

L'ES regroupe les entreprises sociales, les coopératives, les mutuelles, les associations et les entreprises privées à but non lucratif qui sont engagées dans un processus créateur de valeur où les activités commerciales, productives et servicielles de ces entités leur permettent de financer leur mission sociale (Defourny et Nyssens, 2012). L'objectif en est d'assurer le développement de la communauté, de partager des valeurs axées sur « l'équité », des principes et des dimensions économiques et sociales. Cette affirmation est alignée sur l'objectif de notre recherche. C'est pourquoi nous réadapterons la présentation du schéma du troisième secteur, déclinaison conceptuelle de l'ESS, se situant entre l'État et le marché mise en avant par Mance en 2008 (voir « figure 1 - le modèle conceptuel de l'ESS adapté aux spécificités de la région BMK »).

Quant à la « SE », elle a pour ambition de devenir une proposition alternative à la mondialisation néolibérale et à l'économie capitaliste pour transformer le quotidien des citoyens. Elle a pour particularité de combiner les approches théoriques, les réalités socio-économiques et les pratiques commerciales et servicielles. Ainsi, diverses relations sont établies entre les différents acteurs et parties prenantes dans le cadre de cet ensemble hétérogène : des relations de financement, de distribution, de consommation et de production. Les principes sous-jacents sont au nombre de quatre : réciprocité, coopération, entraide et justice (Pérez-

⁶ En fonction des niveaux en question, plusieurs types d'entreprises et d'organisations façonnent l'écosystème de l'Économie Solidaire comme c'est le cas des petites entreprises associatives (micro) et des entreprises autogérées (macro).

Mendiguren et Al., 2015 ; Arango, 2005). En outre, l'économie solidaire se définit par le biais de deux acceptions. La première est d'ordre économique où deux sens différents de l'économie sont mis en perspective, à savoir : le sens formel qui s'articule en « processus d'économiser et de préserver les ressources rares » et le sens mercantile qui renvoie à « la satisfaction des besoins par le biais d'un ensemble d'interactions sociales entre les êtres humains et la nature » (Polanyi, 1977 ; Cité par Laville, 2010). Une telle dimension repose sur trois principes économiques consistant dans le *marché*, la *redistribution* et la *réciprocité*. La seconde est d'ordre politique. Elle trouve son fondement dans la logique politique du XIX^{ème} siècle appréhendant les associations solidaires comme étant « la première ligne de défense ». Autrement dit, l'État n'a assumé le développement des premières démarches permettant de façonner le « bien commun » qu'après leur conceptualisation et leur formulation par la société civile (Lewis, 1997). En ce sens, Seibel, 1990, avance que les organisations associatives ne se contentent pas de produire des biens et des services, mais les dépassent du fait qu'elles disposent des facteurs appropriés d'ingérence sociale et politique. De ce fait, une relation étroite est entretenue entre les différentes entités de cette économie et des intervenants publics en place, de même que les autres acteurs de l'écosystème. Dans la perspective d'une utilisation rationnelle des ressources, l'économie solidaire mobilise la pratique de « solidarité », dans une association valorisante de l'économie et du social, pour aboutir à une activité humaine créatrice de la valeur pour satisfaire les besoins de la société à différents niveaux et plans d'intervention⁷ (Alban Moreno, 2008).

En combinant les deux économies, c'est la version optimisée de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui prend forme. Pour Moreau et Al., 2017, l'ESS est une reconfiguration des pratiques existantes qui cherche à apporter des réponses adaptées aux divers problèmes socio-économiques en mutation : crises financières récurrentes, l'incapacité des acteurs en place, tels que l'État et les organisations privées, à résoudre les problématiques sociales, telles que l'accroissement des inégalités, et à créer des modes de production, de distribution et de consommation durables. Elle s'articule ainsi en initiatives économiques établissant un nouvel ordre économique au niveau local comme c'est le cas des programmes du commerce équitable et des restructurations économiques.

En ce qui concerne les défis de la mise en place d'un écosystème entrepreneurial de l'ESS, nous citons les deux avancés par Sahakian, 2016. Le premier consiste dans les formes de rapport au

⁷ Ceci concerne les secteurs d'activités concernés l'économie solidaire dans un contexte en fonction de ses caractéristiques socio-économiques, culturelles, politiques et géographiques. Cet élément serait crucial dans la configuration que nous mettrons en avant dans le cadre de la présente étude.

marché dominant à l'État⁸. En ce sens, nous devons tenir compte des tensions et des enjeux issus des paris de la « transformation systémique ». L'accentuation des trois variables : alternative, anticapitaliste et démocratisation radicale, sous-tendant l'ESS suscite le plus souvent ces tensions. Le deuxième défi porte sur les difficultés et le questionnement de l'ampleur des innovations locales prévues. Dans cette perspective, Villalba et Al., 2020, ont avancé que la plupart des activités de l'ESS s'inscrivent dans un ordre micro et une optique locale, et proviennent des expériences au niveau territorial. C'est là que la fonction sociale trouve toute sa formulation solidaire. Pour traduire les enseignements tirés de cette revue de la littérature en éléments clés du modèle à proposer, nous recourons à la méthodologie développée dans le point suivant.

2. METHODOLOGIE ET CADRE CONCEPTUEL DE LA RECHERCHE

La méthodologie adoptée dans le présent travail est multiple. Dans un premier temps, il est question de la revue de la littérature portant sur l'ESS, l'entrepreneuriat en la matière et les principaux apports conceptuels et théoriques du déploiement d'un modèle entrepreneurial social et solidaire dans un territoire ou une région donnée. Puis, Il convient de contextualiser la recherche en cherchant à mettre en avant les caractéristiques territoriales, socio-économiques, culturelles et géographiques sur la base desquelles développer notre modèle conceptuel. Enfin, le modèle conceptuel proposé sera présenté avant de l'analyser à la lueur de ce qui sera avancé comme fondements théoriques et pratiques, d'une part, et des retours d'expériences internationales, d'autre part. La discussion des résultats et la proposition de nouvelles pistes de recherche en ce sens sont prévues.

Certes, il nous aurait été simple d'adopter une seule approche méthodologique, quantitative ou qualitative, voire une approche mixte, mais la nature du sujet traité exige une démarche pouvant procurer des données solides, des pistes actionnelles et des conclusions pratiques. La méthodologie adoptée se conclut par la modélisation consistant dans la construction d'un modèle économique d'entrepreneuriat social transformant l'ESS en un levier actionnel au service du développement territorial de la région BMK. La reproduction dynamique d'une conception organisationnelle fonctionnelle constitue le principal défi à relever. Cela passe par l'identification des principales variables, des composantes, des facteurs clés de performance socio-économique et des critères du système économique à concevoir (Mbengue et Al., 2014). Et puis, la présentation de ce modèle se fera sous forme d'un schéma mettant en évidence les mouvements bidirectionnels et les relations (causales, d'association ou d'influence réciproque)

⁸ Les acteurs, les institutions et les organismes publics locaux et régionaux.

établis entre ces éléments, y compris les acteurs et les parties prenantes intervenant dans la concrétisation des flux économiques, la modération des impacts environnementaux et la formulation des réponses adaptées aux enjeux sociaux.

3. LE MODELE DE L'ESS PROPOSE POUR LA REGION BENI-MELLAL - KHENIFRA

3.1. Les prérequis du modèle de développement local et sa transposition au niveau régional

Dans toute conception des modèles de développement local, les typologies d'acteurs mobilisés des deux sphères, publique et privée, et la diversité des facteurs d'ordre opérationnel, stratégique ou socio-économique, sont déterminants pour la traduction de la vision initiale sur le terrain (Parodi, 2005). En ce sens, le développement local s'appréhende comme étant un « bien collectif » au service des différentes finalités individuelles et collectives. Son projet global se décline en un ensemble cohérent d'initiatives et d'interventions intégrées dans le contexte et ce, dans une double oscillation entre le haut et le bas des niveaux hiérarchiques en place. Cela passe notamment par la conjugaison de l'implication de la société civile avec les principes de la bonne gouvernance territoriale. La finalité en est d'assurer une concertation entre les parties prenantes et d'engager une action locale (publique-privée) créatrice de valeur. Un modèle pratique de développement local est fonction de trois dimensions : *viabilité économique, durabilité écologique et équité sociale*. Autrement dit, ces dimensions correspondent aux critères consécutifs d'efficacité, de management de l'écosystème et de justice sociale. La combinaison de ces derniers permet de façonner une stratégie qui s'inscrit dans la distinction de Draperi, 2004, selon laquelle ladite stratégie n'est pas une « issue », mais plutôt une acception des réactions et pro-actions à l'égard des stratégies causant le déclin socio-économique du territoire en question (Draperi, 2004). Ainsi, le processus décisionnel intégré dans le modèle est axé sur l'autonomie des acteurs et sur les possibilités d'affaires et ce, en saisissant les opportunités qui s'y présentent. Une telle stratégie relève de l'aspect coopératif se déclinant en co-construction des réseaux, la création des connexions valorisantes, l'instauration de la confiance entre les composantes de l'écosystème et la coordination permanente, ou même la transversalité de l'approche adoptée, entre les acteurs. Pour les partenariats « public-privé », ils se tissent dans la logique d'un processus long-termiste profitant à la communauté dans son ensemble. De même, la dynamique de développement du territoire anime les volontés des acteurs par le biais de la mise en place d'une politique publique locale. Entre les acteurs, il y a un jeu à l'œuvre, un jeu qui nécessite la coordination et la collaboration entre eux pour aboutir à un juste milieu répondant aux attentes et aux besoins de tout à chacun, notamment les citoyens

et la communauté locale. Ces dynamiques interactionnelles se concrétisent dans le cadre d'un « système d'acteurs » axé sur le capital social et la logique des réseaux sociaux. Pour Pecqueur, en plus de ce système, deux autres sous-tendent le développement local, à savoir : *un système procédure*, qui se décline en un dispositif politico-institutionnel et des structures publiques, et *un système projet*, appuyé sur les structures précédentes et se définissant en termes des critères et facteurs clés du modèle de développement comme la politique volontariste, le projet global et le bien collectif au service de la communauté (Pecqueur, 2004).

3.2. État des lieux

Bien que le programme de développement régional (PDR) combine plusieurs stratégies sectorielles telles que le Plan Maroc Vert et la Stratégie Logistique, propositions de projets citoyens, lois et décrets relatifs au développement régional, études et divers rapports ayant pour but de mettre l'accent sur les plans de redressement possibles dans le cas de la région, comme c'est le cas des monographies sectorielles, la région BMK peine encore à mettre sur pied un modèle de développement régional axé sur les spécificités locales et régionales, si ce n'est assurer un équilibre socio-économique. Pour ce, l'urgence est de proposer une alternative aux plans et modèles déjà en place afin d'aligner la région sur la trame développementale mondiale, voire même nationale. C'est que la région affiche un retard indéniable par rapport aux autres régions marocaines, notamment Marrakech-Safi, Casablanca-Settat et Rabat-Kénitra. Cela est dû au fait que la double tâche d'évaluer la performance, d'une part, et de trouver des solutions innovantes, d'autre part, à la problématique de développement est souvent attribuée à des profils engagés dans une démarche classique, analyse sectorielle basée sur des chiffres ne reflétant en rien la réalité du terrain et du diagnostic régional omettant les facteurs pouvant faire la différence en matière d'engagement citoyen et de création de valeur. Ces chiffres aboutissent toujours aux mêmes constats et aux mêmes conclusions, avec quelques variations près. Et puis, pour l'ESS, elle est souvent appréhendée dans une simplicité aberrante qui remet en question sa raison d'être. Également, les benchmarks de performance et d'avancées sur plusieurs plans stratégiques ne se font qu'en fonction des autres régions marocaines alors que chaque région est unique en sa complexité intrinsèque en raison de l'interposition, et de non de la superposition, des facteurs, des critères et des enjeux sous-jacents. À titre d'exemple, BMK est une région agricole par excellence alors que les promoteurs immobiliers et les stratégies d'industrialisation farfelues ont détruit cette richesse et ont réduit à néant son potentiel de rayonnement à l'échelle internationale. Et curieusement, nous parlons toujours de « l'accroissement de la valeur ajoutée agricole » et de « la valorisation des produits agricoles et de terroir » dans le temps où les terres agricoles et la diversité naturelle de la région ne font plus

l'objet d'une quelconque préservation ou consolidation. L'exemple le plus emblématique est celui de l'arbre d'olivier, caractéristique de la région depuis des décennies. Ces dernières années, au lieu de miser sur cette ressource pour améliorer la compétitivité de la région en créant des coopératives pour transformer les olives en maints produits dérivés (cosmétiques, huile et produits dérivés, par exemple), les stratégies adoptées ont favorisé l'immobilier sur le capital naturel de la région. C'est là que nous avons assisté à la destruction d'un potentiel agricole des plus éminents et à la transformation de la ville de Béni Mellal, par exemple, en une juxtaposition architecturale chaotique. Ceci n'est qu'un exemple des villes composant la région, sans parler pour autant de la ville de Khouribga qui est dotée de ressources naturelles rares au niveau mondial ou la ville de Khénifra disposant des paysages touristiques de premier ordre. D'où la possibilité d'en tirer profit sur le plan développemental de la région pouvant se solder à terme par une meilleure compétitivité régionale.

Il est alors temps d'envisager une solution alternative. La nôtre consiste dans un modèle entrepreneurial favorisant le développement régional via l'ESS. Cette économie permettrait de repenser les modalités de faire les affaires et d'adopter le raisonnement inverse qui s'appuie sur les remontées d'informations pratiques issues du terrain pour concevoir des réponses adaptées aux temporalités, aux caractéristiques et aux perspectives socio-économiques possibles dans le cas de la région BMK.

3.3. Présentation du modèle conceptuel de développement basé sur l'ESS pour la région BMK

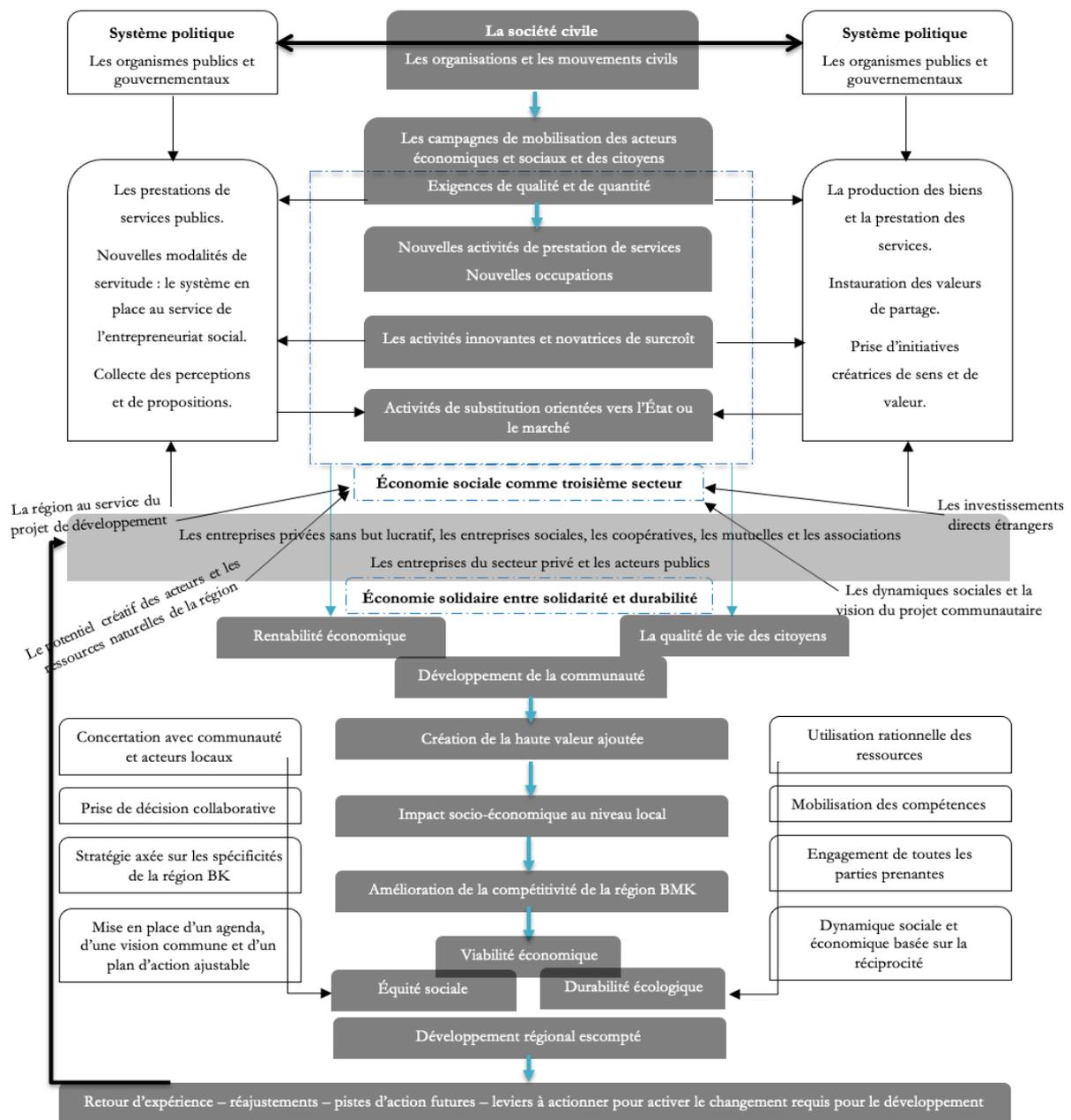
Au lieu d'aborder le modèle de développement régional proposé de manière discursive, notre choix a porté sur sa présentation schématique. En procédant ainsi, il est possible de mettre en évidence les différents mouvements, interactions, dynamiques et échanges entre les acteurs à mobiliser, comme les organismes publics et les entreprises sociales, et les structurations mises en place. Tout cela est axé sur la transversalité de l'approche dans le cadre de laquelle les niveaux décisionnels s'inscrivent dans la dimension de la communauté (celle-ci constitue le point de départ de la décision stratégique en matière d'entrepreneuriat social transformationnel de la logique de développement local et régional) où les mots d'ordre sont « concertation et co-construction » du modèle de développement.

En outre, les deux sphères de l'économie sociale et de l'économie solidaire se croisent pour engendrer de nouvelles créations valorisantes de la valeur ajoutée profitant aux différentes parties prenantes. Le modèle ne trouve pas son aboutissement dans l'atteinte de l'objectif, ou des objectifs escomptés, au niveau régional, mais dépasse cette restriction pour inclure d'autres modalités « en amont » et « en aval » comme l'évaluation des performances, les matrices

d'analyse intersectorielle et le triangle de l'ESS « viabilité économique, durabilité écologique et équité sociale ». Ainsi, le modèle s'articule sous forme d'un cercle vertueux en perpétuel changement pour s'adapter aux éventuelles mutations et saisir les nouvelles opportunités et ce, tout en se prémunissant contre les éventuels risques, pièges et menaces pouvant entraver sa dynamique.

En combinant tous les éléments avancés précédemment, nous avons abouti à la conception suivante du modèle de l'ESS mis au service du développement régional de la région BMK :

Figure 1 : Le modèle entrepreneurial conceptuel axé sur l'ESS au service de développement régional de la région BMK



Source : conception personnelle des auteurs

Conclusion

Dans le cas de la région BMK, l'ESS semble être le modèle entrepreneurial le plus approprié pour assurer son développement régional. Pour cela, il faut prévoir une collaboration entre les différentes parties prenantes à tous les niveaux et miser sur la transversalité des processus décisionnels. Le point central devrait être la communauté et la finalité ne serait que celle de mettre les différentes structures et créations entrepreneuriales au service de cette dernière. C'est en procédant ainsi, en partant des problématiques locales et en s'adressant en permanence aux citoyens et aux entrepreneurs sociaux et solidaires, qu'il est possible de formuler des solutions pertinentes. La question ne consiste pas dans la création de différentes structures, comme les coopératives, pour les créer, mais pour répondre à un besoin existant. Et puis, il faut davantage impliquer les universités et les centres de recherche dans la dynamique entrepreneuriale locale et ce, en mettant en place des incubateurs et des consortiums permettant d'accompagner les différentes catégories sociales, y compris les étudiants, dans leur quête de transformation afin de tirer la meilleure partie des changements et des mutations encourus. Par ce genre de concertations et de collaborations entre la société civile, le monde des affaires et l'univers académique, il serait possible de sortir des sentiers battus en matière des modèles d'affaires ayant fait leur temps et n'apportant rien en termes de « destruction créatrice », mais détruisant plutôt un potentiel régional qui se trouve à l'intersection des spécificités territoriales et locales des sphères géographiques composant la région BMK. Cette dernière n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. En outre, dans un monde connecté, il faudrait insister sur l'intégration de la dimension communicationnelle dans le modèle sujet de notre travail. Ceci serait une question à approfondir dans un autre travail.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBAN MORENO, A., 2008: Economy and solidarity: A contribution to reflection based on the approach of Luis Razeto.
- ARANGO, J. M., 2005: Manual of Cooperatives and Solidarity Economy. Cooperative University of Colombia.
- DRAPERI, J. F. 2004 : Rendre possible un autre monde. Presses de l'économie sociale, Paris.
- DEFOURNY, J. et NYSSSENS, M., 2012 : The EMES approach to social enterprise from a comparative perspective. Journal of Public, Social and Cooperative Economy, 75, 7-34.
- HINKELAMMERT, F. J. and MORA, Jiménez, 2009 : « Por una economía orientada hacia la reproducción de la vida ». Iconos, Revista de Ciencias Sociales, Vol. 33, P. 33-49.
- LAVILLE, J. L., 2010: Solidarity Economy – Building Alternatives for people and planet. Amherst, MA, Center for popular economics.
- LEWIS, J., 1997 : Le secteur associatif dans l'économie mixte de la protection sociale. MIRE-Rencontres et recherches avec la collaboration de la Fondation de France, Produire les solidarités – La part des associations, Paris.
- MALAGÓN-VÉLEZ, L. E., 2021: Social and Solidarity Economy conceptual contributions to the Circular Economy. Journal of Management, Special Issue on Circular Economy, Vol. 37, Issue 70.
- MBENGUE, Ababacar, VANDANGEON-DERUMEZ, Isabelle et GARREAU, Lionel, 2014 : Chapitre 11. Construire un modèle – Méthodes de recherche en management. DUNOD, 4ème édition, P. 334-387.
- MOREAU, V., SAHAKIAN, M., VAN GRIETHUYSEN, P., and VUILLE, F., 2017: Coming Full Circle: Why Social and Institutional Dimensions Matter for the Circular Economy. Journal of Industrial Ecology, 21(3), 497-506
- PARODI, Maurice, 2005 : Économie sociale et solidaire et développement local. Économie sociale et territoires, N. 296, P. 26-41.
- PECQUEUR, B., 2004 : Le développement territorial comme préambule à l'économie sociale. In Demoustier, D., « Économie sociale et développement local », Colloque franco-québécois à Grenoble, déc. 2002, Fondation Crédit Coopératif, Institut de l'économie sociale, l'Harmattan.
- PÉREZ-MENDIGUREN, J. and ETXEZARRETA, E., 2015 : Debates Surrounding the Social and Solidarity Economy. Information Resources Bulletin, N. 42, HEGOA Documentation Center.

SAHAKIAN, M., 2016: The social and solidarity economy: why is it relevant to industrial ecology? (pp. 205-227). In R. Clift, A. Druckman (Eds.). Taking Stock of Industrial Ecology. Springer.

SAMUELSON, PAUL. A. and NORDHAUS, William D., 1996: "Economía". Dicimoctava edición, McGrawHill, P. 4

Seibel, W., 1990: Sociological and Political Science Approaches to the Third Sector. In: The Third Sector. Comparative Studies of Nonprofit Organizations (H. Anheier & W. Seibel, eds.), 7-20.

SHAVES, A. R. and MONZÓN, C. J., 2018: The social economy in the face of emerging economic paradigms: social innovation, collaborative economy, circular economy, corporate social responsibility, economy of the common good, social enterprise and solidarity economy. Journal of Public, Social and Cooperative Economy, 93, 5-50.

VILLALBA EGUILUZ, U., GONZÁLEZ-JAMETT, C. and SAHAKIAN, M., 2020: Complementarities between social and solidarity economy and circular economy. Case studies in the Basque Country and Western Switzerland. HEGOA Workbooks, 83.